

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 69 (1924)
Heft: 8

Artikel: Si la guerre recommençait...
Autor: Diesbach, de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-340812>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Si la guerre recommençait...

...notre mobilisation ne s'effectuerait plus sans doute comme en 1914, précise et méthodique, dans le recueillement de tout un peuple uni par le péril et résolu à se défendre. Calme tragique ; instants inoubliables pour tous ceux qui les ont vécus. Le pays fait son sacrifice ; et l'armée mobilise...

Mais c'était en 1914...

Aujourd'hui, si la guerre recommençait, la puissance qui voudrait traverser notre territoire, chargerait ses forces aériennes de lui préparer le passage. Dès que sa décision serait prise, sans déclaration de guerre, ses escadrilles de bombardement couvertes elles-mêmes par des escadrilles de chasse, viendraient en plein jour survoler nos ouvrages d'art, nos arsenaux, nos dépôts de munitions, nos usines électriques, nos principales fabriques, nos gares.

Une cinquantaine d'avions de bombardement, transportant chacun une tonne d'explosifs, — ils le peuvent aujourd'hui — et deux raids par jour depuis les points d'atterrissage les plus voisins de notre frontière, c'est un minimum auquel nous devons nous attendre. Mais admettons un instant, comme résultat, au bout de la journée, la réussite d'une vingtaine de destructions recherchées, tandis que 80 000 kilos d'explosifs, tombés en dehors des buts visés tueraient ici ou là des innocents, semant tout de même la terreur dans les centres urbains, au moment où la population aurait précisément le plus besoin de calme et de sang-froid.

Que ces opérations se renouvellent systématiquement pendant 3 ou 4 jours sans que nous puissions les entraver, et notre mobilisation devient simplement impossible.

Mais nous n'avons actuellement pas les moyens d'empêcher cette préparation aérienne d'une invasion de notre pays.

Au début de la guerre, aucun belligérant, pas même l'Allemagne, n'avait une aviation capable de fournir de telles per-

formances. Peu à peu, et tout en se développant au delà de toutes prévisions, les forces aériennes s'équilibrèrent suffisamment pour que ces raids de destruction devinssent des entreprises très difficiles et dangereuses. Aussi n'obtinrent-elles que des résultats locaux sans aucune influence sur l'ensemble des opérations. Chez nous la situation serait bien différente. Nous assisterions à un véritable arrosage de bombes sur les objectifs de destruction, concentrés dans la partie habitable de notre très petit pays.

Je me demande dans ces conditions si nous devons vraiment nous contenter de l'aviation embryonnaire que nous possédons aujourd'hui. Et c'est justement en considérant les résultats auxquels parviennent nos quelques aviateurs, sous l'excellente direction de leur chef actuel, que j'en arrive à croire qu'il serait facile, sinon bon marché, de proportionner notre aviation militaire à la tâche qui lui incombe.

L'avion est le seul adversaire que craigne un autre avion. La défense terrestre est impuissante contre lui, ou à peu près. Pendant la grande guerre les organisations les plus perfectionnées n'ont descendu qu'un nombre infime d'aviateurs.

Ce qu'il nous faut, c'est une aviation de combat, montée sur des appareils dernier cri, adaptés à nos conditions atmosphériques et à la tâche que nous leur demandons. Notre industrie est de taille à fournir les puissants moteurs qui leur assureraient la stabilité et la vitesse voulues.

Ce qu'il nous faut, ce sont des aviateurs de tout premier ordre, acrobates éprouvés et tireurs accomplis ; véritables héros déjà en temps de paix. Pour les obtenir, il faudra les payer en proportion des dangers auxquels ils devront s'exposer de façon continuelle pour acquérir la maîtrise nécessaire.

Je suis convaincu qu'avec 300 aviateurs, capables de faire à l'aviation étrangère une chasse sans merci, nous écarterions le principal danger que nous courrions en cas de guerre : celui de ne pouvoir mobiliser.

Et songez donc aux avantages de ces mesures préventives. Le pays ne serait plus obligé de devancer l'heure de sa mobilisation, et peut-être de mobiliser inutilement de crainte de ne plus pouvoir le faire.

300 aviateurs de piquet à leurs appareils dès que les choses se gâteraient, et, sous l'œil vigilant de ces faucons, la Suisse, tranquillement, attendrait l'heure où la mise sur pied de son armée serait devenue inévitable.

On m'objectera que ce serait bien coûteux, et que le Parlement ne vote déjà qu'avec répugnance le petit budget militaire, si petit pourtant que l'étranger en sourirait. Je suis sûr, moi, qu'aucun parlementaire, conscient de sa responsabilité, n'oserait refuser ces crédits extraordinaires pour peu qu'on veuille bien lui en démontrer les avantages et la nécessité.

Une autre caractéristique du prochain conflit serait certainement l'emploi des gaz, plus nocifs et plus abondants que dans la dernière guerre, véhiculés à travers les lignes de l'adversaire par les trajectoires de l'artillerie à longue portée, et sur ses derrières, par les avions. En empoisonnant des régions entières au cœur même d'un pays belligérant, on finirait par gagner la guerre, sans battre son armée. Le front militaire ne survit pas longtemps au front civil.

Une raison de plus pour mettre notre aviation au point.

L'emploi des gaz est un crime ; mais l'agression brutale et injuste d'un petit pays en est un plus grand encore. Celui qui envahirait la Suisse, la submergerait donc, sans pudeur, ni remords, de ses gaz les plus meurtriers, et nous serions naïfs de supposer qu'il se priverait de cet atout, si nous lui permettons de s'en servir. Il va de soi que dans l'offensive l'emploi des gaz immédiatement devant le front ne sera pas très fréquent. On ne gaze pas une zone que l'on veut traverser un instant après. Et le défenseur lui-même ne se couvrira pas par des nappes de gaz, où il risquerait que le vent, qui chez nous change à chaque instant, les ramène sur ses propres troupes.

Guerre honteuse ! Guerre lâche ! Mais guerre que l'on ne manquerait pas de nous faire tout de même, et nous n'aurions aucune raison d'ordre technique ou d'ordre moral de nous y montrer inférieurs à l'adversaire.

Les Français ont cru devoir inscrire en tête du règlement qui traite de leur emploi tactique, une déclaration solennelle : on n'y recourra que si l'adversaire s'en sert lui-même. Mais

en pratique l'adversaire s'en sera toujours servi le premier, quand on jugera leur emploi utile.

De notre côté, nous devons songer d'abord à protéger notre armée et notre population. Mais il est des gaz nouveaux, plus nocifs que les autres, contre lesquels tout masque reste impuissant.

Nous devons songer ensuite, tous préjugés mis de côté, à leur emploi. La juste cause, qui sera la nôtre, excusera de notre part des procédés de combat odieux chez l'agresseur. Or nous trouverons très souvent devant les fronts que nous tiendrons, de profondes coupures qu'un gazage intensif rendrait à peu près infranchissables. Un adversaire avec le masque sur la figure n'est plus un adversaire bien mordant. Il va de soi que les habitants, si on ne peut les protéger par les masques, devraient être évacués des zones gazées. Avons-nous réellement réglé cette question dans tous ses détails, tant au point de vue tactique, qu'à celui de notre population civile, qui souffrirait suffisamment de l'invasion, sans que nous accroissions pour elle les horreurs de la guerre, sous prétexte de la défendre ?

Un autre point noir.

Si la guerre recommençait, l'infériorité de notre artillerie nous condamnerait d'avance à une tactique de seconde classe, dirai-je, à laquelle il n'y a qu'à nous résigner d'ailleurs, puisque nos moyens ne nous permettent pas de combler cette grave lacune. L'infériorité de notre artillerie porte à la fois sur le nombre, les calibres, les portées, et le niveau d'instruction du personnel. Elle est intégrale, et c'est non seulement notre tactique, mais aussi notre stratégie défensive qui se trouve limitée de ce fait. Dans les jeux de guerre qui mettent en scène, d'un côté, l'ordre de bataille d'une armée étrangère, c'est un véritable casse-tête de résoudre des problèmes tactiques avec une pareille disproportion d'outillage. Il faudra des nerfs d'acier à notre infanterie, pour conserver la plénitude de ses moyens au moment décisif, après avoir subi peut-être une préparation d'artillerie intense, sans que la nôtre ait même pu y répondre. Il est certain que nous paierons chaque fois très cher la satisfaction du devoir accompli.

Mais il est un point sur lequel tout le monde est d'accord

chez nous. C'est à la guerre de mouvement, première phase des hostilités, que nous devons limiter nos préparatifs. Nous aurions atteint notre but si nous parvenions à arrêter, un mois durant, notre adversaire quel qu'il soit. En donnant autour de nous, en temps de paix déjà, l'impression que nous serions capables de fournir une aussi longue résistance, je crois que nous éviterions une fois encore à notre pays les horreurs de la guerre. Il ne vaudrait plus la peine, en effet, de traverser la Suisse, ce qui ne sera jamais le but stratégique final d'aucun belligérant, mais un chemin simplement pour atteindre l'adversaire principal, moins bien protégé peut-être de ce côté. Un mois, c'est plus de temps qu'il n'en faudrait pour donner à celui-ci le temps de se retourner, et peut-être même de prolonger notre résistance jusqu'à la stabilisation des fronts par l'appoint du matériel, qui nous manque, et quelques renforts.

Par conséquent l'envahisseur, s'il veut réussir, devra faire vite, et s'il attend chaque fois, pour nous attaquer, de disposer de la plénitude de ses moyens, il frappera souvent dans le vide, et perdra, avec son temps, le bénéfice de son mouvement à travers notre pays. Mais, si, pour marcher plus rapidement, il allégeait ses colonnes, relativement faibles en infanterie, d'une partie du matériel de guerre réglementaire, il nous aborderait tout de même avec une écrasante supériorité d'artillerie. Ses pièces à longue portée, défiant toute réplique, se livreraient à des tirs d'interdiction sur des points susceptibles de nous causer de sérieux ennuis. Et une fois, nez à nez, il monterait son attaque très tranquillement, sans que nous puissions encore nous permettre des tirs de contre-préparation. Car une fois repérée au son ou à la lueur, notre artillerie serait perdue et sans utilité avant le moment décisif, celui où elle devrait pouvoir intervenir, coûte que coûte, pour briser une attaque déclanchée contre nos lignes. Nous devons donc réserver son feu et ne pas la trahir sans raison majeure.

L'effet de surprise sera le seul auquel nous puissions prétendre. Un duel engagé avec l'artillerie ennemie aurait comme effet certain l'anéantissement prématuré et inutile de la nôtre.

L'offensive nous sera donc à peu près interdite, et si nous la tentions malgré tout sur un point ou sur un autre, ensuite de circonstances particulièrement favorables, il ne faudrait pas laisser à l'ennemi le temps de la briser au départ par une contre-préparation de son artillerie, très supérieure à la nôtre. De notre côté par conséquent, point de préparation d'artillerie ; elle ne servirait qu'à avertir l'ennemi et à lui donner le temps de réagir. L'effet de surprise, pour nous le facteur indispensable de réussite, serait perdu. Perdue aussi sans contre-valeur, notre artillerie que l'adversaire prendrait aussitôt en contre-batterie, avant que notre infanterie ait pu profiter même de son sacrifice. D'ailleurs dans la guerre de mouvement, quand les adversaires sont en contact, leurs avant-postes ou zones de surveillance se moulent les unes aux autres, se cachant réciproquement les organisations plus en arrière. La préparation d'artillerie contre ces éléments légers serait « de la poudre aux moineaux ». Car les véritables points de résistance ne se révéleraient qu'au fur et à mesure de la progression de l'attaque.

Mais si l'infériorité de notre artillerie doit influencer profondément notre tactique de bataille, il est encore un principe auquel nous devons nous tenir et plus rigoureusement que toutes les autres armées. Actuellement il faut marcher de nuit et combattre de jour, et si l'on ne combat pas, se terrer. Jusqu'à la bataille, il faut que l'adversaire reste dans l'incertitude la plus grande sur les forces qu'il a devant lui, et que son aviation n'ait pas été mise en mesure d'en faire le compte approximatif sur les routes d'approche. Les étapes de jour, par petits paquets, marchant des deux côtés de la route, et s'écrasant dans le terrain à chaque avion signalé, ne sont pas une solution du problème, pour des unités de quelque importance, tout au moins. On perd un temps énorme avec ce procédé-là, et l'on épuise les troupes sans aucun profit. Malgré les précautions prises, l'ennemi relèvera toujours suffisamment d'indices pour deviner ce qu'on aurait voulu lui cacher. Et puis dans ces colonnes étirées à l'infini comment conserver la moindre cohésion tactique ? Renonçons donc carrément à marcher de jour, ou faisons-le quand nous voudrions tromper l'ennemi sur nos intentions réelles.

La conclusion de tout cela, c'est que, résignés aux conséquences très graves, mais inévitables, de notre manque d'artillerie lourde et d'artillerie à grande portée, et justement parce que nous n'en avons pas, nous demandons en grâce qu'on nous renforce, tout au moins pour le combat rapproché, en dotant l'infanterie de puissants lance-mines, à la fois très mobiles et peu coûteux. Qu'on lui remette également, en pièces isolées, à défaut d'autre chose, nos anciens 8,4 qu'on emploierait contre les chars d'assaut dans la défensive. Je suis persuadé que la Société fédérale des Sous-officiers se chargerait de former, en dehors du service, le personnel nécessaire.

Somme toute, si la guerre recommençait, nous nous trouverions, comparativement aux autres armées, dans une situation bien moins favorable qu'en 1914, où une seule d'entre elles était beaucoup mieux outillée que la nôtre : l'armée allemande. Nous n'aurions aujourd'hui qu'un élément de supériorité sur nos adversaires : le tir d'infanterie. Mais pour lui donner son plein rendement, il faudrait, sans trop compter et à une cadence plus rapide, pousser la fabrication des mitrailleuses lourdes et légères. Des milliers de ces excellentes armes, nichées un peu partout dans le terrain et servies par des soldats, *faisant tout leur devoir* et tirant comme les nôtres, voilà la meilleure réaction que nous puissions offrir à l'envahisseur. Nos tireurs sont en somme le plus gros atout que nous aurions dans notre jeu si la guerre recommençait... Mais la guerre recommencera-t-elle ? Comme avant 1914, on pourrait discuter sans fin sur ce thème, et il n'y a certes pas moins de raisons aujourd'hui qu'alors pour que les optimistes aient tort. Mais si la guerre éclatait, y serions-nous mêlés cette fois-ci ? Ce n'est pas absolument sûr, mais c'est hélas ! infiniment probable, cela d'autant plus que les circonstances qui nous valurent d'être épargnés en 1914, tandis que la Belgique était envahie, n'existent plus aujourd'hui.

Colonel DE DIESBACH.

